

05.07.2021

Étude actuelle des coûts de la production de lait : hausse des dépenses, mais recettes minimales voire inexistantes pour les agriculteurs partout dans l'UE



(Bruxelles, le 5 juillet 2021) Aujourd'hui est mis à la disposition des producteurs et productrices de lait en Europe un ouvrage condensé et très révélateur. La [présente étude Combien coûte la production de lait ?](#) traduit en chiffres clairs et solides la situation des exploitations laitières de l'Union européenne. En complément des frais inhérents à la production laitière recensés dans huit importants pays producteurs de lait, l'édition actuelle de l'analyse des coûts présente, pour la première fois, aussi une moyenne pour l'UE. Ce coût moyen s'élève, pour 2019, à 45,35 ct/kg alors que les prix atteignant à peine 34,52 ct/kg dans l'UE créent un manque à gagner significatif. « Voilà la preuve éclatante du déséquilibre problématique de la filière laitière dans l'UE », commente Sieta van Keimpema, la présidente néerlandaise de l'European Milk Board (EMB).

Autre nouveauté : l'étude du *Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft* (BAL) inclut désormais aussi l'Irlande et la Lituanie, deux pays situés aux antipodes du spectre des coûts. Forte de son système de production particulier, l'Irlande affiche, pour 2019, de loin les frais de production les plus bas avec 34,21 ct/kg. Pourtant, dans ce pays aussi, la tendance pointe un manque à gagner, car les coûts y ont augmenté de façon relativement soutenue durant la période étudiée alors que les prix n'ont pas suivi la même courbe. Ainsi, même dans ce pays aux conditions favorables à la production laitière, il a été impossible, durant trois années sur les cinq analysées par l'étude, de couvrir les coûts de la production de lait. Du fait de son tissu d'exploitation différencié reposant sur une multitude de petits élevages, la Lituanie arrive, de loin, en tête du classement des coûts de production (58,63 ct/kg). Confrontés à un prix du lait extrêmement bas (28,79 ct/kg), les éleveurs de ce pays balte luttent pour combler un profond déficit de 51 %.

Il est intéressant de noter que sur tous les pays étudiés, les coûts de production oscillent entre 34 ct/kg et 59 ct/kg créant donc un grand différentiel. En revanche, du côté du prix payé au producteur, le différentiel est nettement moins marqué, allant d'à peine 29 ct/kg à un peu plus de 34 ct/kg.

Situation critique du côté du revenu

Un coup d'œil sur deux pays producteurs importants que sont les Pays-Bas et le Danemark suffit pour constater qu'après déduction de tous les frais, il ne reste aux gérants d'exploitation et à la main-d'oeuvre familiale aucune possibilité de générer un revenu. « Il faut comprendre qu'on parle ici des Pays-Bas et du Danemark, des pays où les exploitations sont très modernes et où la mécanisation progresse constamment. Et malgré tout, il ne reste littéralement aucun revenu à ces personnes qui assurent la production de lait », déplore Sieta van Keimpema à propos de cette situation difficile. Dans les autres pays aussi, les revenus stagnent à un niveau très critique. L'Irlande est la seule à se rapprocher du revenu adéquat selon les calculs. Karin Jürgens, auteure de l'étude, résume : « Non seulement les exploitations laitières ne parviennent pas à générer des recettes les maintenant sur un cap stable et durable à l'avenir. Mais elles n'atteignent même pas un niveau de revenus adéquat, voire un niveau de subsistance convenable. » Aux critiques éventuelles arguant que le niveau de revenus visé est trop élevé, elle répond : « L'approche adoptée en matière de revenus dans nos calculs et notre paramètre des revenus tiennent compte du degré de formation et de qualification et s'appuient objectivement sur les barèmes agricoles en vigueur dans chaque pays ou sur le double du salaire minimum. » Kjartan Poulsen, vice-président de l'EMB et éleveur laitier biologique au Danemark, ajoute : « Comment accepter de ne rien gagner, ou que des miettes ? Nous sommes des travailleurs qualifiés, très bien formés et grandement expérimentés, nous travaillons dur sans compter les heures, weekends et jours fériés compris. Et particulièrement durant la pandémie, les agriculteurs ont mis les bouchées doubles pour assurer à tout moment l'approvisionnement de la chaîne alimentaire. De plus, nous sommes exposés à des risques élevés et endossons de grandes responsabilités pour nos bêtes, l'alimentation et la nature. »

La publication offre une base solide à la lutte déterminée et à notre travail pour l'obtention de prix adéquats selon Boris Gondouin, membre du comité directeur de l'EMB et producteur laitier français : « Je me réjouis de cette nouvelle brochure qui me donne une analyse structurée, très lisible et surtout très solide dans ses fondements scientifiques. Elle me permet, à moi éleveur laitier, de m'informer au mieux de l'évolution des coûts. Et pas seulement dans mon propre pays. » Il recommande à tous les producteurs de lait de se « munir de cette analyse probante sur les coûts pour tous les entretiens avec les laiteries, la distribution et les élus politiques et exiger, forts de ces arguments, des prix équitables ! » Sieta van Keimpema, présidente de l'EMB, ajoute : « La prochaine génération, l'avenir de la production alimentaire, souhaite se lancer dans la filière laitière. Utilisons cette étude pour faire en sorte que ce souhait soit à nouveau réalisable ! »

L'auteure de l'étude, Dr. Karin Jürgens, estime que les chiffres ouvrent aussi des perspectives importantes pour le déploiement réussi des stratégies environnementales décidées au niveau politique telles que le Pacte vert : « Ce n'est que par une amélioration durable de la situation économique des exploitations que les agriculteurs pourront apporter leur contribution à la concrétisation des objectifs de protection de l'environnement et du climat et du bien-être animal associés à une hausse des coûts. »

Résumé des chiffres-clés :

En 2019, les frais inhérents à la production de lait, y compris une rémunération adéquate, étaient, dans tous les huit pays et en moyenne pour l'UE, supérieurs au prix payé au producteur – sans même qu'il soit tenu compte des investissements nets moyens. Les coûts oscillent entre 34,21 ct/kg en Irlande et 58,63 ct/kg en Lituanie, pour une moyenne dans l'UE atteignant 45,35 ct/kg. Ces chiffres attestent d'une part non-couverte des coûts entre 9 % (Irlande) et 51 % (Lituanie), l'écart moyen dans l'UE étant de 24 %.

Coûts de production, prix du lait et part non couverte des coûts en 2019 (en ct/kg)

Tableau 1 : Coûts de production, prix du lait et part non couverte des coûts en 2019* (en ct/kg)

Pays	BE	DE	DK	FR	IE	LT	LU	NL	■ EU**
Coûts de production (coût total hors investissements nets)	46,38	47,44	41,44	52,54	34,21	58,63	42,33	44,54	45,35
Prix du lait**	33,05	33,70	34,10	33,33	31,26	28,79	33,73	32,75	34,52
Part non couverte des coûts en ct/kg	-13,33	-13,74	-7,33	-19,21	-2,95	-29,84	-9,20	-11,79	-10,83
Part non couverte des coûts en %	-29 %	-29 %	-18 %	-37 %	-9 %	-51 %	-22 %	-26 %	-24 %

* Tous les résultats de 2019 : analyse de tendance par le BSE, sur la base des données BSA 2018 et Eurostat.
 ** Les prix du lait indiqués se réfèrent soit à la formule moyenne de matières grasses et en protéines (selon les données de l'observatoire WAGRI), soit à 4 % de matières grasses et 4,1 % de protéines (selon les données statistiques nationales). Des informations détaillées quant aux sources utilisées sont indiquées dans les fiches pays respectives, voir p. 28 - 35.
 *** Les résultats pour le Royaume de l'UE se réfèrent à 20 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Suède et du Danemark.

Comparaison revenu réel à disposition et revenu équitable nécessaire 2015-2019

Tableau 4 : Comparaison revenu réel à disposition et revenu équitable nécessaire 2015 - 2019*

Pays	BE	DE	DK	FR	IE	LT	LU	NL	■ EU**
Recettes provenant de prix du lait et des aides (en ct/kg)	33,30	36,02	35,81	37,02	33,38	41,30	36,83	33,95	36,01
dont prix du lait (en ct/kg)	30,08	33,05	33,37	33,04	30,72	28,07	31,46	30,35	32,50
Coûts à effet de trésorerie (en ct/kg)	28,80	34,90	38,68	36,30	21,54	32,00	36,16	35,88	33,98
Revenu à disposition (en ct/kg)	4,40	1,42	-2,87	0,82	11,84	10,30	0,77	-1,93	2,03
Revenu à disposition converti en EUR/ha*** (revenu réel)	6,58	2,65	0,00	1,24	22,33	2,34	1,82	0,00	3,25
Revenu équitable en EUR/ha*** (selon paramètre des revenus)	26,08	22,50	30,06	28,66	22,66	8,76	28,30	24,00	19,85

* Tous les résultats de 2019 : analyse de tendance par le BSE, sur la base des données BSA 2018 et Eurostat.
 ** Les résultats pour le Royaume de l'UE se réfèrent à 20 États membres de l'UE, avec le Royaume-Uni, à l'exclusion de la Suède et du Danemark.
 *** Estimation calculée sur la base du paramètre des revenus. Pour plus d'informations concernant le calcul du paramètre des revenus, voir p. 36 à 38.

Consultez notre étude des coûts ici.

Visionnez ici une vidéo de présentation à la presse des derniers chiffres et des commentaires recueillis dans les pays étudiés.

Contacts :

Sieta van Keimpema – présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00

Silvia Däberitz – directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

Vanessa Langer – contact presse de l'EMB (FR, EN, DE) : +32 (0)2 808 1935

Contacts des différents pays des coûts :

Danemark : Kjartan Poulsen – vice-président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0)212 888 99

Allemagne : Elmar Hannen – membre du comité directeur de l'EMB (DE) : +49 (0)175 6378484

France : Boris Gondouin – membre du comité directeur de l'EMB (FR) : +33 (0)679 620 299

Irlande : Pat McCormack – membre du comité directeur de l'EMB (EN) : +353 (0)87 760 8958

Belgique : Guy Francq – membre du comité directeur de l'EMB (FR) : +32 (0)497 34 46 22

Lituanie : Eimantas Bičius – directeur de LPGA (EN, LT): +370 (0)615 85 255

Luxembourg : Guy Diderrich – président du LDB (FR, DE, LU): +352 (0)621 186 588

[<<< back](#)